

Vladimir Poutine : Première partie du discours présidentiel à l'Assemblée fédérale (4 décembre 2014) sur la politique extérieure

Vladimir
Poutine

6 décembre
2014



Kremlin, Moscou, 4 décembre 2014 - PRESIDENT DE LA RUSSIE VLADIMIR POUTINE :

Chers membres du Conseil de la Fédération, Députés de la Douma, Citoyens de Russie !

Le discours d'aujourd'hui sera consacré, bien entendu, à la situation et aux conditions actuelles du monde dans lequel nous vivons, ainsi qu'aux défis auxquels nous sommes confrontés. Mais je tiens tout d'abord à vous remercier tous pour le soutien, l'unité et la solidarité dont vous avez fait preuve au cours des récents événements historiques et cruciaux qui vont sérieusement influencer l'avenir de notre pays.

Cette année, nous avons été confrontés à des épreuves auxquelles seule une nation unie et mature et un Etat véritablement souverain et fort peuvent résister. La Russie a prouvé qu'elle peut protéger ses compatriotes et défendre l'honneur, la vérité et la justice.

La Russie a pu accomplir cela grâce à ses citoyens, grâce à votre travail et aux résultats que nous avons obtenus ensemble, et grâce à notre profonde compréhension de l'essence et de l'importance des intérêts nationaux. Nous avons pris conscience de l'indivisibilité et de l'intégrité de la longue histoire millénaire de notre patrie. Nous sommes venus à croire en nous-mêmes, à croire que nous pouvions faire beaucoup de choses et atteindre tous nos objectifs.

Aujourd'hui, nous ne pouvons bien évidemment pas ne pas évoquer les événements historiques qui ont eu lieu cette année. Comme vous le savez, un référendum a été organisé en Crimée en mars, dans lequel les habitants de la péninsule ont clairement exprimé leur désir de rejoindre la Russie. Après cela, le Parlement de Crimée – il convient de souligner que c'était un parlement tout à fait légitime, qui avait été élu en 2010 – a adopté une résolution d'indépendance. Et enfin, nous avons assisté à la réunification historique de la Crimée et de Sébastopol avec la Russie.

Ce fut un événement d'une importance particulière pour notre pays et notre peuple, parce que la Crimée est une terre où vivent nos compatriotes, et que son territoire est d'une importance stratégique pour la Russie car c'est là que se trouvent les racines spirituelles de la Nation russe, diverse mais solidement unie, et de l'Etat russe centralisé. C'est en Crimée, dans l'ancienne ville de Chersonèse ou Korsun, comme les anciens chroniqueurs russes appelaient, que le Grand Prince Vladimir a été baptisé avant d'apporter le christianisme au Rus.

En plus de la similitude ethnique, de la langue commune, des éléments communs de leur culture matérielle, d'un territoire commun – même si ses frontières n'étaient pas tracées et stables –, d'échanges économiques

émergents et d'un gouvernement naissant, le christianisme fut une puissante force unificatrice spirituelle qui a contribué à impliquer dans la création de la Nation russe et de l'Etat russe les diverses tribus et alliances tribales du vaste monde slave oriental. C'est grâce à cette unité spirituelle que nos ancêtres, pour la première fois et pour toujours, se considérèrent comme une nation unie. Tout cela nous amène à affirmer que la Crimée, l'ancienne Korsun ou Chersonèse, et Sébastopol, ont une importance civilisationnelle et même sacrée inestimable pour la Russie, comme le Mont du Temple à Jérusalem pour les adeptes de l'Islam et du Judaïsme.

Et c'est ainsi que nous les considérerons toujours.

Chers amis,

Aujourd'hui, il est impossible de ne pas revenir sur notre point de vue au sujet des développements en Ukraine et de la façon dont nous avons l'intention de travailler avec nos partenaires à travers le monde.

Il est bien connu que la Russie a non seulement soutenu l'Ukraine et d'autres républiques frères de l'ancienne Union soviétique dans leurs aspirations à la souveraineté, mais qu'elle a aussi grandement facilité ce processus dans les années 1990. Depuis lors, notre position n'a pas changé.

Chaque nation a le droit souverain et inaliénable de déterminer sa propre voie de développement, de choisir ses alliés, son régime politique et la forme d'organisation de sa société, de créer une économie et d'assurer sa sécurité. La Russie a toujours respecté ces droits et les respectera toujours. Ils s'appliquent pleinement à l'Ukraine et au peuple ukrainien frère.

Il est vrai que nous avons condamné le coup d'Etat et la prise violente du pouvoir à Kiev en février dernier. Les développements auxquels nous assistons actuellement en Ukraine et la tragédie qui se déroule dans le sud-est du pays confirment pleinement la justesse de notre position.

Comment tout cela a-t-il commencé ? Je vais devoir vous rappeler ce qui s'est alors passé. Il est difficile de croire que tout a commencé avec la décision technique par le président Ianoukovitch de reporter la signature de l'accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne. Ne vous méprenez pas sur ce point, il n'a pas refusé de signer le document, mais il a seulement reporté la finalisation de cet accord en vue d'y faire quelques ajustements. Comme vous le savez, cette décision a été prise en pleine conformité avec le mandat constitutionnel d'un chef d'Etat tout à fait légitime et internationalement reconnu.

Dans un tel contexte, il n'était pas question pour nous de soutenir le coup de force, la violence et les meurtres. Il suffit de considérer les événements sanglants à Odessa, où des gens ont été brûlés vifs. Comment les tentatives ultérieures de répression des populations du sud de l'Ukraine, qui s'opposent à ce carnage, pourraient-elles être soutenues ? Je répète qu'il nous était absolument impossible de cautionner ces développements. Qui plus est, ils ont été suivis par des déclarations hypocrites sur la protection du droit international et des droits humains. C'est du cynisme à l'état pur. Je crois fermement que le temps viendra où le peuple ukrainien fera une juste évaluation de ces événements.

Comment le dialogue sur cette question a-t-il commencé entre la Russie et ses partenaires américains et européens ? Je mentionne nos amis américains à dessein, car ils influencent continuellement les relations de la Russie avec ses voisins, ouvertement ou en coulisses. Parfois, nous ne savons pas même avec qui parler : avec les gouvernements de certains pays ou directement avec leurs mécènes et sponsors américains ?

Comme je l'ai mentionné, dans le cas de l'accord d'association UE-Ukraine, il n'y eut absolument pas de dialogue. On nous a dit que ce n'était pas notre affaire, ou, pour le dire simplement, on nous a dit « où » aller.

Tous les arguments rappelant que la Russie et l'Ukraine sont des membres de la zone de libre-échange de la CEI, que nous avons historiquement établi une coopération profonde dans l'industrie et l'agriculture, et que nous partageons essentiellement la même infrastructure – personne ne voulait entendre ces arguments, et encore moins en tenir compte.

Notre réponse a été de dire : très bien, si vous ne voulez pas avoir de dialogue avec nous, nous allons devoir protéger nos intérêts légitimes unilatéralement et nous ne paierons pas pour ce que nous considérons comme

une politique erronée.

Quel a donc été le résultat de tout cela ? L'accord entre l'Ukraine et l'Union européenne a été signé et ratifié, mais la mise en œuvre des dispositions concernant le commerce et l'économie a été reportée jusqu'à la fin de l'année prochaine. Cela ne prouve-t-il pas que c'est nous qui avons raison ?

Il faut aussi poser la question des raisons pour lesquelles tout cela a été fait en Ukraine. Quel était le but du coup d'Etat contre le gouvernement ? Pourquoi tirer et continuer à tirer et à tuer des gens ? De fait, l'économie, la finance et le secteur social ont été détruits et le pays a été ravagé et ruiné.

Ce dont l'Ukraine a besoin actuellement est d'une aide économique pour mener des réformes, pas de politique de bas étage et de promesses pompeuses mais vides. Toutefois, nos collègues occidentaux ne semblent pas désireux de fournir une telle assistance, tandis que les autorités de Kiev ne sont pas prêtes à relever les défis auxquels leurs citoyens sont confrontés.

A ce propos, la Russie a déjà apporté une contribution énorme en aide à l'Ukraine. Permettez-moi de rappeler que les banques russes ont déjà investi 25 milliards de dollars en Ukraine. L'année dernière, le ministère russe des Finances a accordé un prêt de 3 milliards de dollars. Gazprom a encore fourni 5,5 milliards de dollars à l'Ukraine et a même offert un rabais qui n'était pas prévu, en exigeant du pays qu'il ne rembourse que 4,5 milliards. Additionnez le tout et vous obtenez de 32,5 à 33,5 milliards de dollars récemment fournis.

Bien sûr, nous avons le droit de poser des questions. Pour quelles raisons cette tragédie a-t-elle été menée en Ukraine ? N'était-il pas possible de régler toutes les questions, même les questions litigieuses, par le dialogue, dans un cadre légal et légitime ?

Mais maintenant, on nous dit qu'il s'agissait de mesures politiques équilibrées et compétentes auxquelles nous devrions nous soumettre sans discussion et les yeux bandés.

Cela n'arrivera jamais.

Si pour certains pays européens, la fierté nationale est un concept oublié depuis longtemps et que la souveraineté est trop de luxe, pour la Russie, une véritable souveraineté est absolument nécessaire pour la survie.

Principalement, nous devrions prendre conscience de cela en tant que nation. Je tiens à souligner ceci : soit nous restons une nation souveraine, soit nous nous dissolvons sans laisser de trace et perdons notre identité. Bien sûr, d'autres pays doivent comprendre cela aussi. Tous les acteurs de la vie internationale doivent être conscients de cela. Et ils devraient utiliser cette compréhension pour renforcer le rôle et l'importance du droit international, dont nous avons tellement parlé ces derniers temps, plutôt que d'en plier les normes en fonction d'intérêts stratégiques tiers contraires aux principes fondamentaux du droit et au bon sens, considérant tout le monde comme des gens peu instruits qui ne savent ni lire ni écrire.

Il est impératif de respecter les intérêts légitimes de tous les participants au dialogue international. Alors seulement, non pas avec des mitraillettes, des missiles ou des avions de combat, mais précisément avec la primauté du droit pourrions-nous efficacement protéger le monde d'un conflit sanglant. Alors seulement, il n'y aura pas besoin d'essayer d'effrayer quiconque avec la menace d'un isolement imaginaire et trompeur, ou de sanctions qui sont, bien sûr, dommageables, mais dommageables pour tout le monde, y compris ceux qui les initient.

En parlant des sanctions, elles ne sont pas seulement une réaction impulsive de la part des États-Unis ou de leurs alliés à notre position concernant le coup d'Etat ou les événements en Ukraine, ou même au soi-disant « printemps de Crimée ». Je suis sûr que si ces événements ne s'étaient pas produits – je tiens à le souligner spécialement pour vous, politiciens, présents dans cet auditorium –, même si rien de tout cela ne s'était passé, ils auraient trouvé une autre excuse pour tenter d'endiguer les capacités croissantes de la Russie, de nuire à notre pays d'une quelconque manière, ou d'en tirer quelque avantage ou profit.

La politique d'endiguement n'a pas été inventée hier. Elle a été menée contre notre pays depuis de nombreuses années, toujours, depuis des décennies, sinon des siècles. En bref, chaque fois que quelqu'un pense que la Russie est devenue trop forte ou indépendante, ces mesures sont immédiatement déployées contre elle.

Cependant, parler à la Russie d'une position de force est un exercice futile, même quand elle est confrontée à des difficultés internes, comme ce fut le cas dans les années 1990 et au début des années 2000.

Nous nous souvenons bien de l'identité et de procédés de ceux qui, presque ouvertement, ont à l'époque soutenu le séparatisme et même le terrorisme pur et simple en Russie, et ont désigné des meurtriers, dont les mains étaient tachées de sang, comme des « rebelles », et ont organisé des réceptions de haut niveau pour eux. Ces « rebelles » se sont encore manifestés en Tchétchénie. Je suis sûr que les gens sur place, les forces de l'ordre locales, s'en occuperont de la manière appropriée. Ils œuvrent en ce moment même à stopper un autre raid de terroristes et à les éliminer. Donnons-leur tout notre soutien.

Permettez-moi de le répéter, nous nous souvenons des réceptions de haut niveau organisées pour des terroristes présentés comme des combattants pour la liberté et la démocratie. Nous avons alors réalisé que plus nous cédions du terrain, plus nos adversaires devenaient impudents et leur comportement se faisait de plus en plus cynique et agressif.

Malgré notre ouverture sans précédent alors, et notre volonté de coopérer sur tous les points, même sur les questions les plus sensibles, malgré le fait que nous considérons – et vous êtes tous conscients de cela, vous en avez tous le souvenir – nos anciens adversaires comme des amis proches et même des alliés, le soutien occidental au séparatisme en Russie, incluant un soutien informationnel, politique et financier, en plus du soutien des services spéciaux, était absolument évident et ne laissait aucun doute sur le fait qu'ils seraient heureux de laisser la Russie suivre le scénario yougoslave de désintégration et de démantèlement, avec toutes les retombées tragiques que cela entraînerait pour le peuple russe.

Cela n'a pas fonctionné. Nous n'avons pas permis que cela se produise.

Tout comme cela n'a pas fonctionné pour Hitler avec ses idées de haine des peuples, qui a entrepris de détruire la Russie et de nous repousser au-delà de l'Oural. Tout le monde devrait se rappeler comment cela a fini.

L'année prochaine, nous allons marquer le 70e anniversaire de la Victoire dans la Grande Guerre patriotique. Notre armée a écrasé l'ennemi et a libéré l'Europe. Cependant, nous ne devons pas oublier les défaites amères en 1941 et 1942 afin de ne pas répéter les erreurs à l'avenir.

Dans ce contexte, je vais aborder une question de sécurité internationale. Il y a beaucoup de questions liées à ce sujet. Elles incluent notamment la lutte contre le terrorisme. Nous assistons encore à ses manifestations, et bien sûr, nous participerons aux efforts conjoints pour lutter contre le terrorisme sur le plan international. Bien sûr, nous allons travailler ensemble pour faire face à d'autres défis, tels que la propagation des maladies infectieuses.

Cependant, à ce propos, j'aimerais parler de la question la plus grave et la plus sensible question : la sécurité internationale. Depuis 2002, après que les États-Unis se soient unilatéralement retirés du Traité ABM, qui était une pierre angulaire absolue de la sécurité internationale, un équilibre stratégique des forces et de la stabilité, les États-Unis ont travaillé sans relâche à la création d'un système planétaire de défense antimissile, y compris en Europe. Ceci constitue une menace non seulement pour la sécurité de la Russie, mais pour le monde dans son ensemble – précisément en raison de la perturbation possible de l'équilibre stratégique des forces.

Je considère que ce projet est également mauvais pour les États-Unis, car il crée une dangereuse illusion d'invulnérabilité. Il renforce la tension vers des décisions qui sont souvent, comme nous pouvons le constater, irréfléchies et unilatérales, et amène des risques supplémentaires.

Nous avons beaucoup parlé de cela. Je ne vais pas entrer dans les détails maintenant. Je dirai seulement ceci – peut-être que je me répète : nous n'avons nullement l'intention de nous engager dans une course aux armements coûteuse, mais en même temps, nous allons garantir de manière fiable et efficace la défense de notre pays dans ces nouvelles conditions. Il n'y a absolument aucun doute à ce sujet. Cela sera fait. La Russie a à la fois la capacité et les solutions innovantes pour cela.

Personne ne pourra jamais parvenir à une supériorité militaire sur la Russie. Nous avons une armée moderne et prête au combat. Comme on dit actuellement, une armée courtoise, mais redoutable. Nous avons la force, la volonté et le courage de protéger notre liberté.

Nous allons protéger la diversité du monde. Nous dirons la vérité aux peuples à l'étranger, de sorte que tout le monde puisse voir l'image réelle et non déformée et fautive de la Russie. Nous allons promouvoir activement les affaires et les échanges humanitaires, ainsi que les relations scientifiques, éducatives et culturelles. Nous le ferons même si certains gouvernements tentent de créer un nouveau rideau de fer autour de la Russie.

Nous n'entrerons jamais dans la voie de l'auto-isollement, de la xénophobie, de la suspicion et de la recherche d'ennemis.

Ce sont là des manifestations de faiblesse, alors que nous sommes forts et confiants.

Notre objectif est d'avoir autant de partenaires égaux que possible, à la fois dans l'Ouest et à l'Est. Nous allons étendre notre présence dans ces régions où l'intégration est à la hausse, où la politique n'est pas mélangée avec l'économie (et vice versa), et où les obstacles au commerce, à l'échange de technologie et de l'investissement et à la libre circulation des personnes sont levés.

En aucun cas, nous n'allons limiter nos relations avec l'Europe ou l'Amérique. Dans le même temps, nous allons restaurer et étendre nos liens traditionnels avec l'Amérique du Sud. Nous allons poursuivre notre coopération avec l'Afrique et le Moyen-Orient.

Nous voyons à quelle vitesse l'Asie-Pacifique s'est développé au cours des dernières décennies. En tant que puissance du Pacifique, la Russie tirera pleinement parti de ce potentiel énorme.

Tout le monde connaît les dirigeants et les « locomotives » du développement économique mondial. Beaucoup d'entre eux sont nos amis sincères et des partenaires stratégiques.

L'Union économique eurasiatique va commencer à être pleinement opérationnelle le 1er Janvier 2015. J'aimerais vous rappeler ses principes fondamentaux. Les principes majeurs sont l'égalité, le pragmatisme et le respect mutuel, ainsi que la préservation de l'identité nationale et de la souveraineté de l'Etat de tous les pays membres. Je suis convaincu qu'une coopération étroite sera une puissante source de développement pour tous les membres de l'Union économique eurasiatique.

Pour conclure cette partie de mon discours, j'aimerais dire encore une fois que nos priorités sont d'avoir des familles saines et une nation saine, ce sont les valeurs traditionnelles que nous avons héritées de nos ancêtres, combinées avec un accent sur l'avenir, la stabilité comme une condition essentielle du développement et du progrès, le respect des autres nations et États, et la sécurité garantie de la Russie et la protection de ses intérêts légitimes.

[...]

Discours original (russe) : <http://kremlin.ru/news/47173>

Traduction en anglais : <http://eng.news.kremlin.ru/news/23341>

Version française : <http://sayed7asan.blogspot.fr/2014/12/vladimir-poutine-discours-presid...>